

# **BILINGUISME OFFICIEL ET PROMOTION DE LA LANGUE MINORITAIRE EN MILIEU SCOLAIRE : LE CAS DU CAMEROUN**

**Alain Flaubert Takam (Canada)**

Email: [alain.takam@dal.ca](mailto:alain.takam@dal.ca)

## **Résumé**

Le Cameroun est un pays hautement plurilingue, car environ 260 langues locales y sont parlées par seulement quelques 17 millions d'habitants. Pour mettre de l'ordre dans cette véritable « tour de Babel », le gouvernement de ce pays a préféré appliquer une politique linguistique exoglossique en officialisant uniquement le français, langue officielle d'environ 75 % de la population, et l'anglais, langue officielle d'environ 25 % de la population. Il se pratique donc au Cameroun ce que l'on convient d'appeler le 'bilinguisme officiel'. Ce bilinguisme, parce qu'il a été institutionnalisé entre autres pour la recherche et la conservation de l'unité des centaines de communautés linguistiques de ce pays et davantage pour l'intégration nationale, est mis en oeuvre dans les écoles, du primaire, du secondaire et du tertiaire. C'est dire que le système éducatif du pays en fait une priorité idéologique. Cependant, la question que nous nous posons et à laquelle nous allons chercher des éléments de réponse dans cet article est la suivante : le système éducatif camerounais favorise-t-il ou non l'émergence et la promotion de la langue minoritaire officielle ? En d'autres termes, l'école camerounaise promeut-elle efficacement le bilinguisme ? L'examen critique du système éducatif, de l'école primaire jusqu'à l'université, permet d'en émettre quelques réserves. Autant nous allons montrer que l'objectif de l'État camerounais n'est pas forcément atteint, autant nous proposerons des améliorations à ce système éducatif, de manière à ce qu'il puisse former plus efficacement des Camerounais effectivement bilingues.

**REVUE ELECTRONIQUE INTERNATIONALE DE SCIENCES DU LANGAGE  
SUDLANGUES**

N° 7

<http://www.sudlangues.sn/>  
[sudlang@refer.sn](mailto:sudlang@refer.sn)

ISSN :08517215    BP: 5005 Dakar-Fann (Sénégal)

Tel : 00 221 548 87 99

**Mots-clés:** bilinguisme individuel – bilinguisme officiel – deuxième langue officielle (LO2) – première langue officielle (LO1) – exoglossique – minorité linguistique – politique linguistique – système éducatif.

**Abstract**

Cameroon is an extremely multilingual country as about 260 indigenous languages are spoken therein by only about 17 million inhabitants. In a bit to put some order in this sort of “Tower of Babel”, the government of that country has thought it wise to apply an exoglossic language policy where two foreign languages are institutionalized: French, the official language of about 75 % of the population, and English, the official language of about 25 % of the population. The policy of ‘official bilingualism’ is thus applied in Cameroon. This bilingualism, because it was institutionalized for the sake of the unity of hundreds of indigenous linguistic communities of the country and more so for the national integration, is taught in school, from primary to tertiary through secondary schools. It is clear that the policy of ‘official bilingualism’ is an ideological priority of the education system of Cameroon. However, a question is unavoidable: Does Cameroon education system enhance the official language minority emergence and promotion? In other words, does Cameroon school efficiently promote bilingualism? The scrutiny of that education system, from primary school to the university, gives room to some doubt. We will show that the Cameroonian state’s objective is yet to be attained. At the same time, we will propose some possibilities of improvement on the exiting system, in order for it to more efficiently train effective bilingual Cameroonians.

**Keywords:** individual bilingualism – official bilingualism – second official language (OL2) – first official language (OL1) – exoglossic – linguistic minority – language policy – education system.

**REVUE ELECTRONIQUE INTERNATIONALE DE SCIENCES DU LANGAGE  
SUDLANGUES**

**N° 7**

<http://www.sudlangues.sn/>  
[sudlang@refer.sn](mailto:sudlang@refer.sn)

ISSN :08517215 BP: 5005 Dakar-Fann (Sénégal)

Tel : 00 221 548 87 99

## INTRODUCTION

L'objectif de cet article est d'examiner le système éducatif du Cameroun sous l'angle du bilinguisme officiel français/anglais tel qu'il est pratiqué dans les écoles, du primaire, du secondaire et du tertiaire. Il est basé sur l'hypothèse que l'école camerounaise ne favorise pas forcément l'émergence et la promotion de la minorité linguistique officielle. Elle ne promeut pas toujours le bilinguisme effectif, du moins, pas celui rêvé par de nombreux Camerounais. Dans cet article, nous jetterons, de façon globale, un regard critique sur l'enseignement de la deuxième langue officielle (LO2)<sup>1</sup> au Cameroun. Par la suite, nous proposerons des améliorations et des pistes vers une meilleure promotion de la minorité linguistique au Cameroun.

## I - FONDEMENTS DU BILINGUISME OFFICIEL AU CAMEROUN

Avec l'avènement de la Réunification survenue le 1<sup>er</sup> octobre 1961 qui consacre la naissance de la République Fédérale du Cameroun, on assiste à l'institutionnalisation du bilinguisme officiel, avec d'un côté le Cameroun francophone et de l'autre le Cameroun anglophone. Dans cette configuration, le gouvernement fédéral fonctionne dans les deux

---

<sup>1</sup> Par deuxième langue officielle, nous entendons l'anglais chez les francophones et le français chez les anglophones.

langues. Rappelons qu'en institutionnalisant les deux langues étrangères<sup>2</sup>, les gouvernements des deux « Cameroun » fédérés et le gouvernement fédéral avaient pour souci de maintenir la cohésion et l'unité entre les centaines de communautés linguistiques que compte le tout jeune État. Les constitutions du Cameroun de 1961, de 1972 et de 1996 confirment l'exclusivité institutionnelle des deux langues en leur article 1, paragraphe 3 « La République du Cameroun adopte l'anglais et le français comme langues officielles d'égale valeur ».

Dès lors, le gouvernement s'est donné pour mission de cultiver et de renforcer le bilinguisme chez les Camerounais. Un certain nombre de réalisations peuvent l'attester. Premièrement, la création en 1962 de l'université fédérale du Cameroun dont les langues d'instruction sont le français et l'anglais pour tous les étudiants, le choix de la langue étant fait par l'enseignant selon ses aptitudes linguistiques. L'on a également créé au sein de cette université une filière élitiste dite « Lettres Bilingues » qui forme des jeunes Camerounais bilingues qui vont par la suite jouer un rôle-clé dans l'enseignement et la dissémination du bilinguisme à travers le pays. Dans la foulée, le module d'enseignement dénommé « Formation Bilingue » a été également créé pour les autres étudiants afin de leur donner une meilleure base en LO2.

Deuxièmement, l'ouverture en 1963 d'un établissement secondaire bilingue : la *Bilingual Secondary School at Man-O-War Bay* à Victoria dans la partie anglophone du pays. Dans

---

<sup>2</sup> L'expression 'langue étrangère' dans ce contexte signifie 'langue non autochtone'.

cet établissement, francophones et anglophones suivent les mêmes cours, côte à côte, et ont tous la possibilité de se présenter aux examens officiels francophones et anglophones. Le Collège Bilingue de Yaoundé, créé deux années plus tard dans la partie francophone ne connaîtra pas la même renommée. Chaque année, en effet, sur l'ensemble du territoire, de nombreux établissements secondaires sont soit transformés en établissements bilingues, soit créés comme établissements bilingues. Grâce à toutes ces mesures, l'anglais a été déclaré matière obligatoire à tous les examens francophones et le français est obligatoire aux examens anglophones du *First School Leaving Certificate* (FSLC), du *General Certificate of Education Ordinary Level* (GCE 'O' Level) et de certaines séries du *General Certificate of Education Advanced Level* (GCE 'A' Level)<sup>3</sup>.

Troisièmement, la création de l'École des Traducteurs et Interprètes qui a contribué à donner une motivation supplémentaire pour le bilinguisme aux jeunes Camerounais. Cette école a formé et forme encore de nombreux traducteurs et interprètes qui travaillent aussi bien dans les domaines officiels que privés du pays. Leur apport a été très important pour la promotion du bilinguisme officiel au Cameroun.

Quatrièmement, l'ouverture en 1985 des « Centres Linguistiques Pilotes », dont le but est d'enseigner la LO2 aux fonctionnaires camerounais. On y enseigne aussi la LO2 à tous les Camerounais qui le désirent. Ces centres ont l'avantage de pratiquer des coûts

---

<sup>3</sup> Dans le sous-système anglophone du système éducatif camerounais, il y a trois examens : le FSLC qui s'obtient à la fin de l'école primaire, le GCE 'O' qui sanctionne la fin du premier cycle de l'enseignement secondaire, et le GCE 'A' qui s'obtient à la fin du deuxième cycle de l'enseignement secondaire.

moindres par rapport à ceux de l'*American Cultural Center*, le *British Council* et des centres linguistiques privés. C'est la raison pour laquelle les Camerounais de tous âges y affluent, renforçant ainsi le bilinguisme dans le pays.

Cinquièmement enfin, la mise sur pied des programmes d'enseignement du français et de l'anglais par la radio. Ainsi assiste-t-on à de nombreuses émissions radiophoniques à caractère pédagogique comme l'« *Opération bilingue* » lancé dès 1965, et, par la suite, « *Better English Pronunciation* » et « *Conversation* » aux ondes de la radio nationale et de radio Buea. Plus récemment, le poste national de la radio a créé des émissions comme *Better Your English* et *Bilingualism on the Move* pour faire pratiquer leur LO2 aux auditeurs camerounais. De nombreuses initiatives de ce genre ont été prises également dans les stations provinciales.

Compte tenu de ce qui précède, nous voyons que de grands efforts ont été fournis pour la promotion de la LO2 au Cameroun. Il sera maintenant question de voir s'il suffit d'ouvrir ou de créer des établissements ou des centres de formation bilingue pour se dire qu'on promeut le bilinguisme. En d'autres termes, le système éducatif de ce pays concorde-t-il avec les discours politiques ? Est-il à même de former le Camerounais bilingue que proclame le politique ?

## II - LECTURE CRITIQUE DU BILINGUISME OFFICIEL A L'ECOLE CAMEROUNAISE

Nous essaierons d'explorer le système éducatif camerounais dans l'optique de montrer comment le bilinguisme est mis en œuvre dans les écoles camerounaises, du primaire, du secondaire et du tertiaire.

### 2.1 L'enseignement primaire

Le bilinguisme à l'école primaire commence en 1965 avec la création des écoles primaires bilingues de Yaoundé et de Douala. Bien que ces écoles fonctionnent sur le modèle anglophone, certains enfants d'origine francophone les fréquentent. Après 1972, les écoles francophones sont construites dans la partie anglophone du Cameroun. Certains des élèves sont d'origine anglophone (Echu, 2005 : p 646). À la même période, l'anglais est institutionnalisé comme matière d'enseignement dans les trois dernières années des écoles publiques francophones. À cet effet, les maîtres d'anglais sont formés et les manuels d'enseignement intitulés *Living Together : An English Course for Francophone Primary School Children In Cameroon (Book I, Book II, Book III)* sont apprêtés. Trois années plus tard, la même initiative est prise dans la partie anglophone. Le français est désormais enseigné dans bien d'écoles anglophones, à l'aide des manuels *En passant le Moungo (Manuel I, Manuel II, Manuel III)* selon le même principe observé dans les écoles francophones. Les titres de ces livres traduisent d'ailleurs bien la volonté de l'unité nationale chère aux politiques.

**REVUE ELECTRONIQUE INTERNATIONALE DE SCIENCES DU LANGAGE  
SUDLANGUES**

N° 7

<http://www.sudlangues.sn/>  
[sudlang@refer.sn](mailto:sudlang@refer.sn)

ISSN :08517215 BP: 5005 Dakar-Fann (Sénégal)

Tel : 00 221 548 87 99

En fait, la promotion du bilinguisme à l'école primaire, soutient Mbangwana (2004 : p 19), a pour objectifs de permettre aux élèves d'avoir ce qu'il appelle « *a sound basic knowledge of the practical language that they need in everyday life after they leave school* » et de leur fournir une base linguistique solide pour des études plus poussées. En plus, il était question de leur enseigner l'unité et la vie ensemble. Ces objectifs ont-ils été atteints au niveau du primaire ? Il convient de répondre par la négative.

Malgré la bonne volonté de l'État, l'on constate que l'enseignement de la LO2 à l'école primaire n'a pas été pensé, ni planifié, ni organisé. Tout se passe comme si les autorités ont été prises de court. D'abord, les écoles dites bilingues, dès leur création, ne sont en rien bilingues : ce sont soit les écoles typiquement anglophones situées en zone francophone, soit typiquement les écoles francophones situées en zone anglophone. L'étiquette 'bilingue' qu'on leur colle est politique. Cette politisation du terme 'bilingue' dans la dénomination des écoles se poursuit et le privé l'exploite à des fins commerciales. Ensuite, l'enseignement de la LO2 n'est pas systématisé, ni généralisé. En 1982, dix ans après le début de l'enseignement des langues officielles dans les écoles primaires, il n'y a que 400 écoles qui peuvent se targuer d'avoir un maître de la LO2. Toutes ces 400 écoles ne se trouvent que dans les zones plus ou moins urbaines. En plus, les écoles confessionnelles et privées laïques, qui constituent la majorité des écoles primaires, s'en passaient généralement, surtout en zone rurale. Enfin, ces enseignements étaient faits de façon approximative et certaines écoles s'en passaient sous le fallacieux prétexte que ce n'était pas une matière obligatoire à l'examen. Les autorités elles aussi semblaient tacitement peu regardantes. C'est seulement en 2001, 29 ans après l'institutionnalisation de cette politique, que ces enseignements sont devenus obligatoires. En fait, c'est l'Arrêté No 66 C/13/MINEDUC/CAB du 16 février 2001 du Ministère de l'Éducation Nationale qui est venu faire du Français une matière obligatoire au FSLC et de l'anglais une matière obligatoire au Certificat d'Études Primaires (CEP). C'est seulement en ce moment que ces deux langues sont enseignées à l'école primaire de façon passablement sérieuse. Cependant, il faut relever que jusqu'en 2005, six années après la nouvelle disposition

**REVUE ELECTRONIQUE INTERNATIONALE DE SCIENCES DU LANGAGE**  
**SUDLANGUES**

N° 7

<http://www.sudlangues.sn/>  
[sudlang@refer.sn](mailto:sudlang@refer.sn)

ISSN :08517215 BP: 5005 Dakar-Fann (Sénégal)

Tel : 00 221 548 87 99



légale, certaines écoles publiques n'offraient toujours pas ces enseignements, alors que la LO2 est officiellement obligatoire aux examens finaux.

## 2.2 L'enseignement secondaire

Il convient de noter que l'anglais dans les établissements secondaires du Cameroun a connu plusieurs mutations en ce qui concerne le contenu des enseignements. Simo Bobda (1997) analyse ces contenus selon deux périodes : « *the era of Anglo-saxon cultural elements* » et « *the Africanization of EFL cultural content* ». La première période, au cours de laquelle le contenu de tous les enseignements était basé sur les éléments culturels britanniques, a duré jusque dans la deuxième moitié des années 70. Pareil enseignement était voué à l'échec parce qu'il ne se basait pas sur la réalité concrète des apprenants. On leur enseignait ce qu'ils n'avaient jamais vu et ne verraient peut-être jamais, du moins pour la majorité d'entre eux. Cela créait deux problèmes : le déracinement culturel et l'inefficacité des enseignements du fait de la variation des conventions socioculturelles. Tout ce constat a emmené les autorités éducatives à africaniser une grande partie du matériel didactique, d'abord avec *English for French-speaking Africa* jusqu'à la fin des années 80 et ensuite avec *Go For English* qui a cours jusqu'aujourd'hui. Ce dernier est, par ailleurs, un savant dosage entre les sujets typiquement africains et les préoccupations mondiales, entre le repli identitaire et l'ouverture sur le monde. Dans le système anglophone, on utilisait le manuel *France – Afrique*, Livre I, II, III, IV, V correspondant à chacune des classes du premier cycle. Mais de plus en plus, l'enseignement de la LO2 chez les anglophones s'est renforcé, surtout

**REVUE ELECTRONIQUE INTERNATIONALE DE SCIENCES DU LANGAGE  
SUDLANGUES**

N° 7

<http://www.sudlangues.sn/>  
[sudlang@refer.sn](mailto:sudlang@refer.sn)

ISSN :08517215 BP: 5005 Dakar-Fann (Sénégal)

Tel : 00 221 548 87 99

avec la *camerounisation* du GCE en 1977. Le coefficient horaire est revu à la hausse dans les deux sous-systèmes, passant de deux heures dans certains établissements à trois, quatre ou cinq selon les cas. Les établissements bilingues, jadis opérationnels dans les chefs-lieux de province uniquement, sont déjà créés dans la quasi-totalité des chefs-lieux de département et même dans certains chefs-lieux d'arrondissement. C'est une preuve évidente de la volonté des pouvoirs publics d'encourager les jeunes Camerounais, partout où ils se trouvent, à avoir accès au bilinguisme. C'est d'ailleurs ce que Mbangwana (op.cit : p 18) appelle « *the high gear of the Ministry of National Education* » pour doter le pays d'infrastructures éducationnelles bilingues.

Malgré tous ces efforts, le chemin vers le bilinguisme effectif reste entier. En dehors de l'expérience de *Man-O-War Bay* de Victoria au début des indépendances, le bilinguisme à l'école secondaire n'a été qu'un leurre, et toute l'intelligentsia camerounaise l'a abondamment décrié. Echu (2005 : p 647) est impitoyable lorsqu'il assimile cet enseignement à de la farce. Plusieurs raisons, parfois conjuguées, justifient en effet cet échec.

D'abord, les programmes et les manuels sont loin d'être appropriés. Il est difficile de comprendre pourquoi un manuel comme *English for French-Speaking Africa*, utilisé dans les pays francophones d'Afrique, officiellement monolingues, soit maintenu pendant plus de 15 ans dans les programmes camerounais, alors qu'il a été conçu pour d'autres contextes. Les textes de ce manuel sont sans doute africanisés, indigénisés, mais le

**REVUE ELECTRONIQUE INTERNATIONALE DE SCIENCES DU LANGAGE  
SUDLANGUES**

**N° 7**

<http://www.sudlangues.sn/>  
[sudlang@refer.sn](mailto:sudlang@refer.sn)

ISSN :08517215 BP: 5005 Dakar-Fann (Sénégal)

Tel : 00 221 548 87 99

contexte est clairement nigérian et non pas camerounais. Dans le même ordre d'idées, il est inexact que l'on continue de dire que l'on promeut le bilinguisme, que l'on continue de soutenir que le français et l'anglais ont le même statut, sont des langues d'égale valeur, alors que l'anglais, la langue minoritaire officielle, est appelé, en zone francophone par les mêmes promoteurs, 'langue étrangère'. De l'autre côté, le français chez les anglophones est appelé, de façon tout aussi inexacte, 'langue étrangère'. Ces deux langues seraient-elles aussi étrangères que l'allemand, l'espagnol, l'italien et l'arabe qui sont également enseignées dans les collèges et les lycées de ce pays ? S'il est vrai que l'anglais chez les francophones et le français chez les anglophones ne sauraient vraiment être appelés langues secondes, il n'en demeure pas moins vrai que ces langues ne sauraient être considérées, dans le contexte camerounais, comme des langues étrangères. L'anglais ne saurait être étranger au Cameroun comme il l'est en Côte-d'Ivoire, au Gabon ou au Sénégal, car les Camerounais en sont exposés au quotidien. Ces langues ne sont plus des langues étrangères même si elles ne sont pas forcément des langues secondes. Cela est aussi vrai pour le français chez les francophones et l'anglais chez les anglophones. En réalité, ces langues ne sont plus forcément des langues secondes, même si elles ne sont pas forcément des langues maternelles. Parlant de la situation de l'anglais en Inde, et comme pour confirmer nos propos, D'Souza écrit : « *The New Varieties of English are a phenomenon peculiar to the ex-British and American dominions where English stayed on to become more than a second language though not really a first (at least not for the majority of the population.* » (1997: p 91).

**REVUE ELECTRONIQUE INTERNATIONALE DE SCIENCES DU LANGAGE  
SUDLANGUES**

**N° 7**

<http://www.sudlangues.sn/>  
[sudlang@refer.sn](mailto:sudlang@refer.sn)

ISSN :08517215 BP: 5005 Dakar-Fann (Sénégal)

Tel : 00 221 548 87 99

Ensuite, il ne s'agit pas de construire des établissements ou de multiplier les décrets pour se targuer de promouvoir le bilinguisme. Il en faut beaucoup plus. En réalité, le projet des établissements bilingues visait le bilinguisme individuel. Il consistait à faire acquérir aux élèves des deux origines linguistiques une parfaite connaissance en français et en anglais, de façon à ce qu'ils se sentent à l'aise dans l'une comme dans l'autre des deux langues. Fonlon, cité par Mbangwana (op.cit : p 19), expliquait en 1964, en des termes suffisamment clairs, ce que le bilinguisme officiel devrait signifier :

*The target to aim at, for us, should be, not merely state bilingualism, but individual bilingualism so that every child that passes through our educational system shall be able to speak and write English and French. In the teaching of English to Francophones in our schools and colleges, the idea to aim at should be to produce citizens capable of handling both languages with consummate skill, capable of producing in English or French as they please, work of art or science of the highest merit.*

Mais un tel objectif, visiblement ambitieux, n'a vraiment jamais été atteint, car les lycées bilingues, après *Man-O-War Bay*, n'ont jamais été que la juxtaposition de deux solitudes, de deux structures monolingues ayant chacune à sa tête un censeur, soit anglophone, soit francophone selon les cas. Le proviseur, qui coiffe les deux structures, n'est pas lui-même bilingue. Les censeurs, eux, ne le sont pas davantage, car chacun dirige sa section en sa langue. Au final, l'on constate que les établissements bilingues ne sont en rien bilingues, ce qui amène Echu (2005 : p 647) à dire que « *the spirit of bilingualism in these institutions remains essentially limited to their names.* » En conséquence, les produits de ces établissements dits bilingues ne sont pas forcément plus bilingues que ceux issus des établissements officiellement monolingues.

Enfin, l'État s'est embarqué dans le bilinguisme officiel sans brosser le portrait-robot du Camerounais qu'il voudrait former. Il est vrai que des slogans politiques liés à l'unité et à l'intégration nationale ne manquent pas, mais on se demande toujours si la meilleure façon d'atteindre cette unité et cette intégration est de multiplier les slogans sans chercher les moyens de les mettre en œuvre. L'intégration peut-elle en effet se forger sans que le

**REVUE ELECTRONIQUE INTERNATIONALE DE SCIENCES DU LANGAGE**  
**SUDLANGUES**

N° 7

<http://www.sudlangues.sn/>  
[sudlang@refer.sn](mailto:sudlang@refer.sn)

ISSN :08517215 BP: 5005 Dakar-Fann (Sénégal)

Tel : 00 221 548 87 99

but que vise la politique linguistique soit le bilinguisme individuel ? Parfois, il n'est pas sûr que ceux qui prônent le bilinguisme ici et là soient toujours capables de s'exprimer dans leur LO2. Les déclarations du genre « C'est le Cameroun qui est bilingue et non les Camerounais » se sont banalisées, tellement elles sont quotidiennes. Cela montre l'échec de la politique de bilinguisme au Cameroun où rien ne motive vraiment les citoyens à apprendre leur deuxième langue officielle, en dehors des raisons personnelles.

### 2.3 L'enseignement tertiaire

Le Cameroun compte six universités d'État dont quatre sont dites bilingues, c'est-à-dire que les cours s'y donnent en français et en anglais indépendamment de la première langue officielle des étudiants. C'est lors des tests et des examens que l'étudiant a la latitude de choisir la langue dans laquelle il se sent plus à l'aise. Chumbow (1980 : p 292) le confirme en ces termes : « *The lecturer has the choice between English and French as medium of instruction (whichever suits him best) whereas the student has no choice but to do his best to understand lectures, write (and 'present' oral) examinations in either language.* » Les écoles professionnelles ne sont pas exemptes de cette politique de bilinguisme dans l'enseignement supérieur. Cette expérience a commencé en 1962 avec la création de l'Université Fédérale du Cameroun et, en 1964, la filière Lettres Bilingues est créée dans la même université pour promouvoir l'excellence dans le bilinguisme. Dans cette filière hautement sélective, anglophones et francophones suivent les mêmes cours au même moment, s'ils ne sont pas tout simplement mélangés à leurs homologues de Lettres Modernes Françaises ou de *English Modern Letters* selon les cas. Les diplômés de cette filière devraient par la suite être déterminants dans la mise en œuvre de la politique de bilinguisme officiel sur le terrain. On peut aussi noter que dans ces universités, l'enseignement de la LO2 est devenu obligatoire. Le programme appelé 'Formation Bilingue' ou '*Bilingual Training*' est un crédit à valider absolument chaque année jusqu'à l'obtention de la licence.

**REVUE ELECTRONIQUE INTERNATIONALE DE SCIENCES DU LANGAGE  
SUDLANGUES**

N° 7

<http://www.sudlangues.sn/>  
[sudlang@refer.sn](mailto:sudlang@refer.sn)

ISSN :08517215 BP: 5005 Dakar-Fann (Sénégal)

Tel : 00 221 548 87 99

Bien que le bilinguisme au niveau tertiaire semble plus enraciné, plus pratiqué et plus réel, il ne résiste pas à la critique. Premièrement, l'on constate que l'État a commencé le bilinguisme par le mauvais bout. En effet, il est difficile de comprendre comment le bilinguisme peut être si présent à l'université (1962) avant d'être institué au secondaire (1963). Cela défie tout bon sens. Comment un étudiant qui n'a pas forcément été exposé à la LO2 ou qui en a des connaissances plus ou moins vagues soit capable de prendre des cours entiers dans cette LO2 ? Dans le même ordre d'idées, c'est au milieu des années 70 que le bilinguisme a été timidement introduit à l'école primaire alors que c'est par là que tout devait commencer. Le tertiaire, qui devait plutôt constituer l'aboutissement d'une politique de formation de base sagement menée, a été le niveau choisi pour initier cette politique, c'est-à-dire l'inverse de ce que tout bon sens impose. Le résultat, sans surprise, est celui que tout le monde sait et décrit aujourd'hui. On dirait que l'État camerounais est allé au bilinguisme comme on va à l'aventure, sans précautions, sans étude de faisabilité, sans perspectives pour s'en sortir.

Deuxièmement, les enseignants de l'université ne reçoivent pas eux-mêmes une formation soutenue en LO2 et beaucoup d'entre eux ne maîtrisent pas assez la LO2 pour corriger convenablement les copies des étudiants dans cette langue-là ou, du temps des oraux, pour mieux comprendre et apprécier leurs arguments. D'après Echu (2005 : p 647),

*This constitutes a handicap in itself and even tends to question the very foundations of bilingual education. It is therefore very common for some students to attribute their failure in tests and school examinations either to the fact that they did not understand the courses due to language handicap [...] or to the marker's lack of proficiency in the LO2.*

Les étudiants les plus pénalisés sont le plus souvent les Anglophones car le ratio en termes de background linguistique est de 80 % de professeurs francophones contre seulement 20 % de professeurs anglophones (ibid.). Au mieux, ce genre de politique ne peut que produire des bilingues passifs c'est-à-dire des gens qui sont bilingues parce

**REVUE ELECTRONIQUE INTERNATIONALE DE SCIENCES DU LANGAGE  
SUDLANGUES**

**N° 7**

<http://www.sudlangues.sn/>  
[sudlang@refer.sn](mailto:sudlang@refer.sn)

ISSN :08517215 BP: 5005 Dakar-Fann (Sénégal)

Tel : 00 221 548 87 99

qu'ils peuvent comprendre la LO2 sans la parler, parce qu'ils peuvent lire des textes écrits dans la LO2, mais qui ne peuvent pas eux-mêmes écrire dans cette LO2. Et au pire, cette politique peut définitivement traumatiser les étudiants dont un bon nombre jette l'éponge devant l'ampleur de la tâche. Même les cours de *Formation bilingue* – qui sont, rappelons-le, optionnels dans certaines universités bilingues et dans certaines grandes écoles – n'ont pas pu sauver la situation.

Il se constate donc qu'à tous les niveaux, primaire, secondaire, tertiaire, la politique de bilinguisme officiel, du moins celui qui a été présenté au Camerounais au début des indépendances, est un échec flagrant.

### **III - UNE POLITIQUE LINGUISTIQUE DISCRIMINATOIRE**

En général, les bénéficiaires de la mauvaise politique linguistique au Cameroun semblent être les francophones. Premièrement, ils constituent plus de 75 % de la population, ce qui signifie a priori qu'ils auront moins besoin de l'anglais que les anglophones auront besoin du français. Deuxièmement, le pays a été géré essentiellement par les francophones, politiquement parlant. Les deux présidents que le Cameroun a connus ont tous été francophones, les anglophones se contentant des postes de vice-présidents ou d'autres strapontins du genre de président de l'assemblée nationale, chambre d'enregistrement de l'exécutif. Troisièmement, la capitale politique du pays se trouve en zone francophone et, comme le pays est hautement centralisé, tout le monde, y compris les anglophones doivent s'y rendre pour résoudre les problèmes d'ordre administratif, le plus souvent en français. Quatrièmement, des six universités d'État, cinq sont en zone francophone et des

**REVUE ELECTRONIQUE INTERNATIONALE DE SCIENCES DU LANGAGE  
SUDLANGUES**

**N° 7**

<http://www.sudlangues.sn/>  
[sudlang@refer.sn](mailto:sudlang@refer.sn)

ISSN :08517215 BP: 5005 Dakar-Fann (Sénégal)

Tel : 00 221 548 87 99

onze grandes écoles professionnelles, une seule est entièrement en zone anglophone, notamment, l'ASTI (*Advanced School of Translators and Interpreters* = École Supérieure des Traducteurs et Interprètes) où les francophones accèdent quand ils savent déjà l'anglais. On se demande donc à juste titre si la politique du bilinguisme officiel, telle qu'elle se pratique au Cameroun, ne vise pas plutôt à franciser les anglophones. Il n'est pas superflu de rappeler que, même au beau moment de *Man-O-War Bay*, bien que francophones et anglophones pussent se présenter à la fois au BEPC et au GCE 'O' Level, seuls les anglophones avaient l'obligation de se présenter au BEPC (Brevet d'Études du Premier Cycles)<sup>4</sup> alors que le choix était laissé aux francophones de se présenter au GCE 'O' Level s'ils le désiraient. Cette façon de faire cache mal la discrimination et le traitement de faveur réservé aux francophones. On n'aurait donc pas tort de penser que la prétendue politique de bilinguisme officiel, telle qu'elle est pratiquée au Cameroun, n'est qu'un instrument politique qui vise, à moyen terme, à assimiler la minorité linguistique anglophone et à homogénéiser le paysage linguistique en faveur du français. Comment peut-on néanmoins remédier à la situation ? C'est à cela que nous allons nous atteler dans le prochain paragraphe.

---

<sup>4</sup> Contrairement au sous-système anglophone qui n'a que trois examens officiels, le sous-système francophone en a quatre : Le Certificat d'Études Primaires (CEP) qui s'obtient à la fin de l'école primaire, le BEPC à la fin du premier cycle de l'enseignement secondaire, le Probatoire et le Baccalauréat qui s'obtiennent respectivement en 12<sup>e</sup> et en 13<sup>e</sup> année.



## **IV - POUR UNE MEILLEURE INTEGRATION LINGUISTIQUE AU CAMEROUN**

Pour qu'un grand nombre de Camerounais soient effectivement bilingues, pour que les deux communautés linguistiques soient effectivement égales en statut, il faudrait que les enseignements des deux langues se passent autrement. Le bilinguisme tel qu'il se pratique à l'école est peu satisfaisant. L'on doit pouvoir répondre, sans hésitation, à la question suivante : « Quel type de citoyen l'école camerounaise veut-elle former ? ». Si le système éducatif cherche à produire des Camerounais bilingues à grande échelle, alors, ce système, du primaire au tertiaire, doit être revu et adapté à cet objectif.

### **4.1 Le primaire**

Au niveau du primaire, on pourrait par exemple étudier dans quelle mesure la LO2 pourrait être introduite dès la première année. Ainsi, on en intensifiera progressivement l'enseignement en renforçant le coefficient horaire et en privilégiant l'oral. Ce faisant, le programme pourrait être conçu de telle sorte qu'au CM1 (Cours Moyen Un = 5<sup>e</sup> année) et au CM2 (Cours Moyen Deux = 6<sup>e</sup> année), la LO2 occupe environ 25 à 30 % du quota horaire hebdomadaire. Ces cours devraient surtout viser la participation active des apprenants, des discussions verticales entre le maître et les élèves ou les discussions horizontales entre élèves. Si ceci pourrait être fait, il est possible qu'au sortir de l'école primaire, l'élève ait une certaine base en LO2 pouvant lui permettre de suivre des cours simples dans cette deuxième langue officielle dès son entrée au secondaire. Il n'est pas superflu de rappeler que la ruée des francophones vers les écoles primaires anglophones au Cameroun de nos jours résulte de l'échec de la promotion équitable du français et de l'anglais. En fait, les francophones, groupe linguistique majoritaire, se passaient encore

**REVUE ELECTRONIQUE INTERNATIONALE DE SCIENCES DU LANGAGE**  
**SUDLANGUES**

**N° 7**

<http://www.sudlangues.sn/>  
[sudlang@refer.sn](mailto:sudlang@refer.sn)

ISSN :08517215 BP: 5005 Dakar-Fann (Sénégal)

Tel : 00 221 548 87 99

de l'anglais jusqu'au moment où ils se sont rendu compte de toutes les opportunités qu'offre la maîtrise de l'anglais hors des frontières nationales. L'admission du Cameroun comme membre à part entière du *Commonwealth of Nations* aurait servi comme l'élément déclencheur de cette ruée. Nous pouvons donc croire que si la LO2 était introduite de manière plus efficace au primaire, cette ruée vers l'anglais n'aurait pas eu lieu aussi massivement, car chaque Camerounais francophone aurait des bases dans cette langue, désormais présentée comme la clé de voûte du succès au niveau international. Pour illustrer cela, nous citerons quelques exemples d'écoles primaires anglophones situées en zone francophone dans lesquelles les élèves d'origine francophones submergent parfois leurs homologues d'origine anglophone. Ce sont *Franky Nursery and Primary School Yaounde*, *Jumping Jacks Nursery and Primary School Yaounde* et *Holy Infants School Yaounde*. Le français y est enseigné comme une simple matière. En 1999-2000, dans la première école citée, il y avait 246 francophones contre 201 anglophones et dans la deuxième 340 francophones contre 145 anglophones (Anchimbe, 2004).

#### **4.2 Le secondaire**

C'est au niveau du secondaire qu'il convient d'appliquer le 'Modèle 1' du PROPELCA (Projet Opérationnel pour l'Enseignement des Langues au Cameroun) relatif à l'enseignement bilingue généralisable au Cameroun. En effet, en se basant sur les recherches liées aux programmes d'immersion aux Etats-Unis et au Canada, l'on se rend compte que « l'école peut et doit normalement se conformer aux principes naturels d'apprentissage des langues secondes. En d'autres termes, à l'école, on peut bien apprendre une nouvelle langue en apprenant des nouvelles matières en cette langue » (Tadadjeu, 1990 : p 62). Il s'agit ici d'expérimenter l'extension de la pratique actuelle qui consiste à utiliser la deuxième langue officielle comme moyen d'instruction dès le

**REVUE ELECTRONIQUE INTERNATIONALE DE SCIENCES DU LANGAGE  
SUDLANGUES**

N° 7

<http://www.sudlangues.sn/>  
[sudlang@refer.sn](mailto:sudlang@refer.sn)

ISSN :08517215 BP: 5005 Dakar-Fann (Sénégal)

Tel : 00 221 548 87 99

secondaire. La recherche dans le domaine de ce projet, d'après les auteurs du projet, porte sur l'enseignement de l'anglais aux francophones, du français aux anglophones et sur les quelques langues camerounaises enseignées aux locuteurs non natifs dans certains établissements secondaires. Ce modèle vise à « généraliser l'enseignement bilingue, par exemple au niveau secondaire, de sorte que certaines matières (ou parties des matières) soient enseignées en anglais et d'autres en français aux mêmes élèves » (ibid.). Rappelons que ce modèle a été expérimenté avec succès au Collège Vogt en 1980 (pour l'anglais) et au *Baptist Boy's Secondary School* (BBSS) de Buea en 1981 pour le français. Au Collège Vogt, le PROPELCA a fait enseigner en anglais les cours d'Instruction Civique (*Civics* pour ce cas) en Quatrième (neuvième année d'étude). Au BBSS, les cours de littérature et d'Instruction Civique ont été enseignés en français aux élèves de *Form III* (neuvième année d'étude).

Ce faisant, l'on reprend et généralise progressivement l'expérience, qui a bien réussi en son temps, de *Man-O-War Bay*. C'est par cela que l'intégration nationale pourrait être effective au Cameroun, parce que pensée. Mbangwana (2004 : p 22), parlant des collèges et lycées bilingues comme juxtaposition de deux systèmes unilingues, avait observé, à juste titre, que « *these institutions can best promote national unity but hardly national integration which is what the leadership of Cameroon wants to achieve.* » Pour lui, comme pour beaucoup d'autres « *to achieve national integration these bilingual institutions should be integrated so that the final products should use the two languages with ease and consummate mastery* » (ibid.). Pour ce faire, une bonne façon serait de reformer le système éducatif pour l'adapter au profil de Camerounais idéal effectivement bilingue en anglais et en français.

**REVUE ELECTRONIQUE INTERNATIONALE DE SCIENCES DU LANGAGE  
SUDLANGUES**

**N° 7**

<http://www.sudlangues.sn/>  
[sudlang@refer.sn](mailto:sudlang@refer.sn)

ISSN :08517215 BP: 5005 Dakar-Fann (Sénégal)

Tel : 00 221 548 87 99

### 4.3 Le tertiaire

Si la LO2 est effectivement enseignée au primaire, si les langues officielles deviennent toutes deux des langues d'enseignement au secondaire, alors à l'université et dans les grandes écoles, les étudiants seront amplement préparés à suivre leurs cours, quels qu'ils soient, en chacune des deux langues. C'est seulement à ce moment que le bilinguisme, tel qu'il se pratique à l'université aujourd'hui, aura un sens, parce que se fondant sur une base solide. Dans ce cas, l'Unité de Valeur intitulée *Formation Bilingue* pourrait être organisée autrement. Par exemple, on pourrait soumettre les étudiants à un test linguistique en LO2 dès leur entrée à l'université ou dans une grande école. Si ce test n'est pas satisfaisant, alors, les étudiants en question pourraient se voir imposés la *Formation Bilingue* jusqu'à ce qu'ils satisfassent aux conditions linguistiques, en réussissant à ce test (Mbangwana, 2004). Si ceci est fait, on pourrait se dire qu'un Camerounais titulaire d'au moins un baccalauréat ou d'un GCE 'A' Level et surtout d'une licence aura sans doute acquis des connaissances solides en anglais et en français pour pouvoir fonctionner dans l'une comme dans l'autre langue ou du moins, il aura une maîtrise quasi parfaite de sa première langue officielle (LO1) et une très bonne compétence dans sa LO2. Et ainsi, l'intégration nationale, tant prônée dans les slogans politiques, sera sans doute une réalité.

## V - CONCLUSION ET PERSPECTIVES

Le projet du bilinguisme officiel au Cameroun était en soi un excellent projet dans ses objectifs. Cela a permis à l'État camerounais de mettre sur pied un certain nombre de mesures à partir desquelles beaucoup de citoyens de ce pays sont devenus effectivement bilingues. Nous avons cité un certain nombre de mesures à l'actif des autorités camerounaises. Toutes ces mesures ont permis au pays de former un nombre assez important de bilingues français/anglais, de créer et de maintenir une paix sociale relative entre les communautés anglophone et francophone et surtout d'assurer l'unité du pays.

Cependant beaucoup reste à faire pour arriver à l'intégration effective des deux communautés. Le système éducatif doit être revu, corrigé et adapté au profil du Camerounais idéal que l'école camerounaise voudrait former. Que ce soit à l'école primaire ou au secondaire, presque tout reste à faire si l'on veut effectivement former des Camerounais réellement bilingues. Une fois les programmes scolaires reformés, l'on pourrait commencer à les appliquer dans les écoles primaires pilotes qu'on aura ciblées, à raison d'une par province. A partir de ce moment, l'on fera une évaluation claire de l'évolution, et réajustera au fur et à mesure si besoin se fait sentir. Le but ultime étant de mettre sur pied des établissements secondaires pilotes, peut-être un par province, chargés d'expérimenter les programmes d'enseignement dans les deux langues officielles. Si l'expérience est concluante, alors, on pourra généraliser le système sur toute l'étendue du territoire.

Mais reste qu'il y ait une bonne volonté politique des dirigeants, car telle qu'elle se pratique sur le terrain, on a l'impression que la politique de bilinguisme officiel ou étatique ou institutionnel a pour but de permettre à chacune des deux communautés linguistiques en présence de préserver son unilinguisme, laissant au gouvernement central seul la pratique et la gestion du bilinguisme au sein des organismes qu'il contrôle. Mackey (1976 : p 13) a d'ailleurs une opinion très tranchée par rapport à cette question,

**REVUE ELECTRONIQUE INTERNATIONALE DE SCIENCES DU LANGAGE  
SUDLANGUES**

N° 7

<http://www.sudlangues.sn/>  
[sudlang@refer.sn](mailto:sudlang@refer.sn)

ISSN :08517215 BP: 5005 Dakar-Fann (Sénégal)

Tel : 00 221 548 87 99

lui qui pense qu' « il y a moins de bilingues dans des pays bilingues que dans des contrées dites unilingues ». Il ne serait peut-être pas faux de dire, dans le sillage de cet auteur, que certaines nations ont institué la politique du bilinguisme officiel « moins pour le promouvoir que pour assurer le droit à l'unilinguisme individuel dans l'usage de deux langues ou plus, dans une même nation » (ibid.). Au Cameroun plus particulièrement, l'on doit bien se dire que, puisque aucune mesure ne contraint ni ne motive (motivation intégrative) les citoyens à apprendre les deux langues officielles, l'on peut conclure que cette politique avait pour but de mieux assurer la juxtaposition pacifique de deux unilinguismes territoriaux au mieux, et au pire d'assimiler la minorité anglophone. Cette communauté l'a bien compris, elle qui se bat, en confisquant au besoin le débat dans la rue, contre ce qu'elle appelle la '*frenchification*' de leur communauté.

En un mot, au Cameroun, beaucoup reste encore à faire dans le sens de l'aménagement linguistique en ce qui concerne la promotion de la minorité linguistique officielle anglophone. En l'absence d'une politique linguistique satisfaisante de la part de l'État, les initiatives privées sont à encourager. Heureusement, cela a commencé à la fin des années 90 avec la ruée des enfants d'origine francophone vers les écoles primaires anglophones privées qui se sont multipliées dans les grands centres urbains francophones.

## RÉFÉRENCES

- Anchimbe, Eric (2004). "Anglophonism and Francophonism : The Stakes of (Official) Language Identity in Cameroon". *Revue Alizés*, No 25-26 (Journal en-ligne) <http://www2.univ-reunion.fr/~ageof/text/74c21e88-654.html>. Consulté en janvier 2007.
- Chumbow, Sammy Beban (1980). "Language and Language Policy in Cameroon". In Kofele Kale, N (éd). *An African Experiment in Nation Building: The Bilingual Republic of Cameroon since Reunification*. Colorado: Westview Press. pp. 281-311.
- D'Souza, Jean (1997). "Indian English: Some Myths, some Realities". *English World-Wide*, Vol 18, No 1, pp. 91-105.

REVUE ELECTRONIQUE INTERNATIONALE DE SCIENCES DU LANGAGE  
SUDLANGUES

N° 7

<http://www.sudlangues.sn/> ISSN :08517215 BP: 5005 Dakar-Fann (Sénégal)  
[sudlang@refer.sn](mailto:sudlang@refer.sn)

Tel : 00 221 548 87 99

- Echu, George (2005). "The Immersion Experience in Anglophone Primary Schools in Cameroon". In Cohen, James; McAllister, Kara; Rolstad, Kelly & MacSwan, Jeff (éds) *Proceedings of the 4th International Symposium on Bilingualism*. Somerville, MA: Cascadilla Press. P. 643-655.
- Mackey, William Francis (1976). *Bilinguisme et contact de langues*. Paris : Klincksieck.
- Mbangwana, Paul Nkad (2004). "Cameroon Nationhood and Official Bilingualism: A Linguistic Juxtaposition ?" *Revue Internationale des Arts, Lettres et Sciences Sociales (RIALSS)*, Vol 1, No 1, pp. 15-38.
- Simo Bobda, Augustin (1997). "Sociocultural Constraints in EFL Teaching in Cameroon". In Putz, Martin (éd). *The Cultural Context in Foreign Language Teaching*. Berlin: Peter Lang. P. 221-240
- Tadadjeu, Maurice (sous la direction de) (1990) *Le Défi de Babel au Cameroun*. Yaoundé : Université de Yaoundé.

This document was created with Win2PDF available at <http://www.daneprairie.com>.  
The unregistered version of Win2PDF is for evaluation or non-commercial use only.